

L'AGENDA

diplomatique

Numéro 03 - Mai 2015

Edité par l'Académie diplomatique africaine



DR BAKARY SAMBE,
ENSEIGNANT-CHERCHEUR
« Tout engagement militaire au
Yémen a un coût sécuritaire »



BANQUE MONDIALE
AU SENEGAL
Vera Songwe remplacée par
Louise Cord

LA LETTRE... du Pr Benoît NGOM

CRISTINA DUARTE, CANDIDATE A LA PRESIDENCE DE L'INSTITUTION L'atout-crédibilité d'un visage féminin pour la BAD



Pr Benoît NGOM Président Fondateur de l'Académie
Diplomatique Africaine (ADA)

Techniquement et moralement bancable ! La trajectoire académique et le parcours professionnel de cette dame sont une agrégation de plus-values. Ethique, rigueur, compétence, patriotisme et ouverture constituent l'archipel d'avantages comparatifs, telle sa terre natale, le Cap-Vert. Posé par la nature dans l'Atlantique, ce pays est un ensemble d'îles qui brille par la qualité de son personnel politique et ses efforts pour une qualité de vie. Dans ce ciel de grâces, la candidature de Cristina Duarte à la Présidence de la Banque africaine de Développement représente bien plus qu'une perspective de sacre d'une femme. Eclairée par les Etats-parties, cette elle est une étoile étincelante pour l'institution financière africaine.

En finances comme dans la vie courante, le crédit est un atout dans la distribution des marques de confiance. Très souvent, la dévolution se résume à un exercice de délégation de confiance, donc de souveraineté d'une personne physique ou morale. Pour l'Afrique, le mois de mai est un rendez-vous des décideurs avec leur personnel humain. L'enjeu est la clé de la grande institution financière qu'est la Banque africaine de Développement. Il exige des gouvernants que des mains expertes et à la probité établie gardent la signature de cet instrument de progrès économique et social.

Un souffle de gouvernance mondiale traverse ce contexte, avec son lot de défis aux systèmes politiques et aux organisations internationales. La démocratie internationale a ses laideurs ; ce qui n'empêche pas les hommes libres, ces habitants d'un idéal de Justice et de Paix, de célébrer ses vertus lisses dont la crédibilité du pays d'origine du dépositaire d'une source de pouvoir. Les candidats ne peuvent échapper à cette règle du jeu. En effet, chaque pays, en fonction de son système politique, de son degré d'attachement à la bonne gouvernance, se voit décerner une étiquette au niveau international. Cette marque se reflète naturellement dans le niveau d'estime dont jouissent les citoyens du pays concerné.

La nationalité est une réalité juridique consubstan-

tielle à la nation, une construction à la fois de droit et de dévotion sociétale. L'élection doit être, certes, la sanction du cursus honorum d'un candidat le plus conforme aux attentes liées à une fonction, mais il est juste, au regard de la culture d'adhésion à des principes universels, que cette compétition marque également la reconnaissance, par la société internationale, des efforts fournis par un pays dans la bonne gouvernance nationale et dans sa pratique diplomatique. Ce sont ces différents aspects qui constituent le moule des pratiques politiques et économiques du candidat qui a souvent été, à des degrés de responsabilités divers, un des acteurs de la vie publique de son pays. C'est à partir de ce moment seulement qu'il peut donner une pleine expression de ses aptitudes à commercer avec le reste du monde dans la fusion des convergences et la célébration de la diversité.

LA RENTE DE LA BONNE GOUVERNANCE

Plus qu'un horizon, la démocratie internationale est l'habitable d'un Cap-Vert résolument tourné vers la fructification de ses fonds humain comme technique et les rencontres enrichissantes. Le Cap Vert fait partie de ces pays africains qui font la fierté du Continent par la persévérance et l'endurance de sa population que la mère nature n'a point favorisée, mais aussi par la qualité de son personnel politique qui, au bout d'à peine deux décennies, a montré son attachement à la démocratie en faisant de l'alternance politique, denrée rare ailleurs dans le Continent, un produit de consommation traditionnel ; mais bien plus, en érigeant la Bonne Gouvernance et le faible niveau de corruption à un niveau rarement égalé sous nos cieux.

Ainsi, contre toute attente, le Cap Vert, dépourvu de ressources naturelles, ne disposant que de 10% de terres arables et de très peu d'eau douce, baignant dans le climat aride du Sahel, devant importer 85% de ses besoins alimentaires, est passé, grâce à des réformes institutionnelles heureuses et courageuses, de pays à faible revenu au statut de pays à revenu intermédiaire. A tout cela, il convient d'ajouter que le PIB par habitant, malgré tout, est nettement supérieur à la plupart des pays africains et que son indice de développement humain le situe en troisième position après les Seychelles et l'Ile Maurice.

LA RESSOURCE HUMAINE, UN TRESOR...

La ressource humaine, à travers une volonté ferme d'introduire des changements qualitatifs, est la première « ligne de crédit » sur laquelle compte cet archipel. Ce succès, le Cap Vert le doit certes à l'engagement de ses citoyens à l'intérieur du pays mais aussi à la détermination patriotique d'une diaspora qui, par l'importance, la constance et la stabilité de ses transferts d'argent, a permis de soutenir la croissance économique du pays et contribuer incontestablement à la lutte contre la pauvreté des couches les plus vulnérables de la société.

Ce pays a su également tirer profit des progrès démocratiques. La stabilité et la bonne gouvernance ont favorisé le développement touristique et économique du pays auquel les Institutions financières internationales, comme les tour-opérateurs, font confiance.

Dans une autre mesure, ce pays est à la croisée des routes. Sa proximité géographique avec l'Europe peut être un avantage pour l'Afrique. Le Cap-Vert, grâce à son appartenance à différentes aires culturelles et linguistiques, est au carrefour de nombreuses options diplomatiques. Ainsi, en signant, en décembre 2010, la déclaration commune portant création de la Macaronésie (ou les îles de l'Atlantique, espace politique et de coopération régionale renforcée), le Cap Vert a consolidé son ancrage à l'Union Européenne.



COMBATS D'HIER, PROGRES
D'AUJOURD'HUI

Cette ouverture aux vents bienfaisants de la coopération internationale n'est pas un facteur de distanciation avec les pôles traditionnels. En effet, le Cap Vert est profondément attaché à la communauté lusophone, notamment à travers des liens culturels et commerciaux très profonds avec le Portugal. Il entretient également un partenariat privilégié avec les Etats lusophones du Sud, dans le cadre de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). Dans cette logique, le Cap-Vert a également renforcé ses liens avec l'Angola et le Brésil. Au-delà des engagements du présent, l'Afrique lusophone est le territoire d'une résistance en partage. Composée de pays qui ont acquis tous l'indépendance dans la douleur, cette partie du continent a donné à l'Afrique de dirigeants qui ont marqué la conscience de la jeunesse des indépendances. Parmi ces leaders, nous pouvons citer Amílcar Cabral, Président du Parti de l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des Îles du Cap Vert, Agostinho Neto, Président du Mouvement pour la Libération de l'Angola et Samora Machel, Président du Front pour la Libération du Mozambique. Ces dirigeants ont permis à leur peuple d'accéder à l'indépendance dans la dignité et la plus grande fierté. Le reste, naturellement, devait dépendre du comportement social et politique de l'Elite qui devait gérer leur héritage.

A cet égard, l'Elite politique du Cap-Vert a essayé
Suite page 2

Suite de la page 1

de se montrer digne du legs de Cabral et ses camarades. Ainsi, il convient de citer le Président Pires qui a été gratifié du Prix Moh Ibrahim pour son comportement exemplaire dans la gestion de son mandat politique et pour son acceptation des règles démocratiques, particulièrement celle de la limitation des mandats. Ces mêmes éloges peuvent être rendus à l'éminent juriste et ancien Président de la République Antonio Mascarenhas.

Mais, en dehors des aspects purement politiques, certains pays lusophones comme l'Angola et le Mozambique présentent aussi des perspectives économiques prometteuses pour l'évolution du Continent. Ces pays lusophones d'Afrique sont un réel trait d'union avec un des grands acteurs des relations économiques internationales qu'est le Brésil dont l'évolution économique peut servir d'exemple aux pays africains. Pour toutes ces raisons, la présence d'un Représentant d'un de ces pays à la tête de BAD serait un signal fort dans l'attachement de l'Afrique à sa relation historique avec l'Amérique latine.

AU-DELA DES PREJUGES SEXISTES ET CULTURELS

S'il est temps qu'advienne le tour d'un pays lusophone à la Haute gouvernance de l'Economie et des Finances de l'Afrique, il sera également permis de dire qu'il est temps que l'ascension de la Femme africaine à ces sommets ne se heurte plus au plafond de verre des préjugés sexistes, politiques ou culturels. L'ascension de la Femme vers les plus hauts sommets de la Gouvernance nationale et internationale est un processus irréversible comme l'atteste l'accession de Madame Christine Lagarde à la tête du FMI ou comme peut le confirmer la candidature de Madame Hilary Clinton à l'investiture démocrate dans la perspective d'une candidature à la Présidence des USA en novembre 2016.

Les Responsables Africains doivent savoir que l'Afrique, plus que tout autre continent, pour combler son retard abyssal, a besoin de mobiliser l'ensemble de ses enfants. En clair, l'Afrique ne peut se permettre de marginaliser ou d'incapaciter plus de la moitié de sa population pour des raisons de convenances culturelles ou pour satisfaire des réflexes primaires de domination du fait du genre.

La promotion des femmes africaines, quand elle s'appuie sur nos valeurs fondamentales de civilisation, peut ne pas poser de problèmes majeurs. En effet, depuis le royaume des Candaces jusqu'aux derniers royaumes africains, le rôle politique des femmes a été reconnu dans la plupart des pays du continent. A cet égard, nous pensons que l'exemple récent du Sénégal peut nous conforter dans ces dires. En effet, ce pays, sans contestation excessive des pouvoirs religieux ou politiques, a pu adopter une loi garantissant la parité homme-femme dans toutes les fonctions électives. Ainsi, l'Assemblée Nationale actuelle du Sénégal a été composée sur la base de l'égalité presque parfaite en nombre entre Femmes et Hommes.

FAIRE JUSTICE A LA FEMME

En vérité, les peuples africains n'ignorent pas qu'en toute objectivité, la responsabilité de la situation actuelle de l'Afrique est globalement de la responsabilité des hommes. De ce fait, un sentiment de simple justice, généralement partagé, veut que chaque fois que cela est possible, on puisse laisser la femme tenter sa chance au nom de la communauté. Ceci a pu affaiblir certaines poches de résistance et favoriser l'accession de personnalités féminines aux plus hauts sommets de la Gouvernance par voie d'élection comme Madame Jonhson Sirleaf, Présidente de la République du Libéria et Madame Nkosana Dlamini-Zuma à la tête de la Commission de l'Union Africaine, ou par voie de cooptation comme Madame Catherine Samba-Panza, Présidente de la République Centrafricaine.

Dans cet esprit, l'élection à la Présidence de la BAD de Madame Cristina Duarte, Ministre des Finances, parfaite polyglotte ayant une expérience confirmée de la gouvernance internationale, serait un signal fort de l'Afrique qui marque son attachement irréversible à la promotion de la Femme et à l'égalité des Genres.

Baisse des réserves de change de la CEMAC

Les réserves de change des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) ont connu une baisse drastique ces derniers mois, passant de 4974 milliards de francs CFA en 2013, à 3847 milliards de francs CFA en 2014.

Il s'agit d'une baisse de 1127 milliards de francs CFA selon le rapport transféré à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) par des commissaires aux comptes. Dans les détails, le Cameroun en sa qualité de locomotive économique de la zone CEMAC a enregistré une baisse de 171 milliards de francs CFA, une baisse des réserves moins importante que le Congo 215 milliards de francs CFA, le Gabon 213 milliards de francs CFA et surtout, la Guinée équatoriale 1232 milliards de francs CFA.

La Bombe Migrants

Près de 800 migrants ont péri au large des côtes italiennes avant que les secours ne les aient récupérés. Cela a fait l'effet d'une bombe dans la Communauté internationale. L'Union européenne s'est réunie, revoyant à la hausse les fonds réservés à l'Opération Triston. Inséré dans le dispositif Frontex, Triston prône une surveillance des frontières maritimes de l'Union.



Sud libyen : un médiateur nommé Déby



Il s'implique dans la région sahélienne. On l'aura vu dans la riposte à Boko Haram. Idriss Déby s'implique également dans la crise au Sud de la Libye. Il est un médiateur entre les parties en conflit dans le sud libyen. Depuis plusieurs mois, Touaregs, Touabous et Arabes se déchirent pour le contrôle des routes du commerce et de l'accès au pétrole dans le sud du pays.

DES CHIFFRES A LA LETTRE

ENJEU

Mise en garde de Lagarde



Dans un discours prononcé à Washington, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, se fait du souci pour une croissance mondiale "tout simplement insuffisante". Il se préoccupe spécialement pour "parcours mouvementé" des pays émergents dans la perspective d'une remontée des taux d'intérêt américains. La croissance mondiale sera proche de celle de l'année passée qui était de 3,4%, "n'est tout simplement pas suffisante". "Il y a six mois, j'avais mis en garde contre le risque d'une nouvelle médiocrité, c'est-à-dire une faible croissance pendant longtemps. Aujourd'hui, on doit empêcher que cette nouvelle médiocrité ne devienne une nouvelle réalité", a rappelé Mme Lagarde.

A Dakar, Boileau Loko, représentant du FMI au Sénégal, confie que « la croissance n'est pas seulement une question de ressources naturelles ». Animant une conférence sur « Les leviers du développement économique des pays africains », le conférencier a estimé que des pays comme l'Ethiopie, le Rwanda, l'Ouganda, le Mozambique, le Burkina et le Ghana ont en commun la réalisation de performances économiques sans disposer de ressources naturelles. Se penchant sur les perspectives, M. Loko soutient que l'Afrique devrait connaître encore une bonne croissance en 2015. La reprise mais devrait être effective en 2016.

DES CHIFFRES EN TOUTES LETTRES

30.000 visas de la France à des Africains

Les services consulaires de la France délivrent 30 000 visas par an à des Africains, selon l'ambassadeur de la France au Sénégal Jean-Félix Paganon. "Nous sommes en train de faire des efforts considérables pour faciliter l'accès aux demandes de visas. Actuellement, nous délivrons 30 000 visas par an aux Africains", a-t-il expliqué dans une conférence publique sur la "Nouvelle diplomatie de la France en Afrique" à l'initiative du Groupe Sup De Co de Dakar.



DR BAKARY SAMBE, ENSEIGNANT-CHERCHEUR AU CENTRE D'ETUDE DES RELIGIONS (CER) DE L'UNIVERSITE GASTON BERGER DE SAINT-LOUIS

« Tout engagement militaire au Yémen a un coût sécuritaire » « Les systèmes éducatifs performants et la justice sociale, des armes 'lourdes' contre le terrorisme »

Dr. Bakary Sambe est enseignant-chercheur au Centre d'étude des religions (CER) de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) où il coordonne l'Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique (ORCRA). Politologue, spécialiste des relations internationales et spécifiquement du monde musulman et des rapports arabo-africains, il est, aujourd'hui, l'un des plus grands experts sur la problématique de la radicalisation et des réseaux transnationaux dans le Sahel. Après son essai *Islam et diplomatie* (2011), Sambe compte de nombreuses publications et contributions dans des ouvrages et revues internationales de référence. Il vient de signer conjointement chez Timbuktu Editions (Le Caire) et aux Presses panafricaines (Montréal), *Boko Haram, du problème nigérian à la menace régionale*, (avril, 2015).

Mis à mal par les attaques de Boko Haram sur une bonne partie de son territoire, le Nigeria vient de connaître une alternance pacifique. L'Etat de droit peut-il avoir raison de la terreur ?

L'Etat de droit doit être d'abord restauré. L'appareil d'Etat a été depuis quelques années à l'image des défaillances sécuritaires qui ont perdu le Nord du Nigeria. L'espoir est permis mais les premières déclarations du Président Buhari sur la lutte contre Boko Haram semblent déceler un esprit va-t-en guerre qui n'est pas le meilleur pour vaincre la terreur. Si Boko Haram a pu s'implanter et s'ancrer si profondément dans le Nord, c'est parce que l'Etat a été absent, ses structures minées par la corruption, son armée dépassée par la détermination d'un groupe surfant sur la misère sociale, le sentiment d'abandon. Buhari doit s'attaquer à la source de telles frustrations qui ont fait que certaines franges juvéniles du Nord se sentaient beaucoup plus proches de Boko Haram que de l'Etat « lointain » au point que l'armée avait perdu l'une des plus importantes batailles de la guerre contre la terreur : celle du renseignement. Buhari doit d'abord restaurer la confiance. Les expériences afghanes, irakiennes et tant d'autres ont montré depuis longtemps que les solutions strictement militaires n'ont jamais mis fin au terrorisme. L'expérience nigérienne, elle-même, le démontre à suffisance si l'on sait que c'est à partir de l'escalade de 2009 que s'est installé ce cycle infernal de répression-réaction. Il ne restait plus à Boko Haram que de surfer sur la victimisation doublée d'une paupérisation, productrices de radicalisation et de violence.

Les menaces sur la sécurité en Afrique de l'Ouest sont-elles une conséquence de l'affaiblissement de l'autorité de l'Etat ?

Nos Etats font encore les frais de ce choc entre principe de souveraineté et transnationalité des acteurs, de moins en moins, sous leur contrôle. La boîte de Pandore qui avait été ouverte avec l'opération « Aube l'Odyssée » en Libye juste après la partition du Soudan ne se refermera pas de sitôt. En plus, les Etats du Sahel ne sont pas sortis indemnes des effets de la sécheresse des années 1970 auxquelles se sont succédé des périodes d'ajustement structurel qui ont délégitimé des Etats ne pouvant plus s'acquitter de leurs obligations régaliennes telles que l'éducation, la santé et l'assistance sociale. Les réseaux que l'on tente de combattre aujourd'hui s'étaient substitués aux Etats pendant des décennies. C'est pourquoi les partenaires au développement doivent être conscients de leur retard d'au moins 40 ans dans leurs stratégies pour le Sahel. Si rien n'est fait surtout pour contrer la radicalisation rampante des couches les plus jeunes menant à l'extrémisme violent, l'expérience malienne risque d'être partagée par d'autres Etats. Une mobilisation internationale d'envergure est de mise. Malgré leur nécessité conjoncturelle, les interventions militaires à posteri-

ori ne peuvent pas être une solution durable. Il faut investir dans la prévention et l'alerte précoce mais aussi coupler intervention et prévention. Je reste convaincu que les armes « lourdes » les plus efficaces contre le terrorisme restent des systèmes éducatifs performants, la justice sociale au-delà de la seule démocratie électoraliste mais surtout la bonne gouvernance.

L'Islam politique est-il un frein à l'ancrage social et politique de la démocratie ou une alternative porteur d'un humanisme crédible et ouvert ?

Le principal danger d'utiliser l'islam, religion de plus d'un milliards d'individus, comme levier de conquête du pouvoir politique, de la part de certains groupuscules, est surtout le fait de vouloir en exclure ceux qui n'adhèrent pas à cette marchandisation électorale de leur religion qui revient, quelque part, à une profanation d'un « sacré » partagé. L'islam politique en tant que mouvement de contestation a marqué les dernières décennies. Il n'a pas joué un rôle important dans ce qu'il est convenu d'appeler le « printemps arabe », mais s'est vite efforcé d'en cueillir les fruits politiques immédiats avec la prétention de vouloir « gouverner » au nom et à la place de Dieu. Que ce soit en Tunisie avec Ennahda ou durant la courte expérience Morsi en Egypte, ceux qui avaient comme slogan « Al-islâm huwal hall » (l'islam est la solution) ont vite montré leurs limites dans la résolution des problèmes comme le chômage endémique des jeunes et la corruption qu'ils ont longtemps dénoncée. La démocratie en tant que principe de gouvernance n'est pas pour ces mouvements une fin en soi ; c'est un sûr moyen d'arriver au pouvoir pour ensuite le confisquer des mains des hommes et brandir une prétendue « gouvernance de Dieu ». La stratégie relève d'une ingénieuse manipulation des symboles religieux pour des motifs politiques. L'islam, de ce fait, n'est finalement qu'un alibi fondé sur des raccourcis idéologiques pour conquérir le pouvoir et jouir de ses privilèges. La réussite du modèle turc est dû au fait que les droits fondamentaux ait été institués et garantis par une laïcité reposant paradoxalement sur l'armée. Quant à l'adhésion de façade à la démocratie électoraliste de la part des partisans de l'islam politique, elle répond plutôt d'une logique de « taqiyya » : dissimulation d'un agenda politique aux fondements totalitaires, le temps que le rapport de force soit favorable, même s'il faut faire montre d'un compromis et d'une trêve « démocratique » (hudna).

La carte du monde est parcourue de crises identitaires ou politiques sous l'étendard de l'Islamisme. Quel est le champ des interdépendances pour l'Afrique ?

Dans une récente réflexion sur la notion de « Oumma » islamique je m'interrogeais sur ce paradoxe : comment, les Musulmans sont partis du rêve le plus ambitieux d'unité parfaite et en arriver aujourd'hui à une situation où ils s'entre-tuent pour de simples divergences théologiques ? Qu'est-il arrivé au point qu'on se demande, parfois, au regard des différents conflits et crises qui sévissent dans le monde musulman contemporain comme en Irak, Syrie et récemment au Yémen, malheureusement, si le clash tant prophétisé par Samuel Huntington ne s'est pas finalement produit au sein de la Oummah, malgré les mains extérieures. Depuis la fin de la guerre froide, ce sont des communautés musulmanes qui s'affrontent entre elles, entre chiites et sunnites, minorités musulmanes et écoles dominantes, des factions musulmanes voulant en islamiser d'autres ; un djihadisme qui fait de plus en plus de victimes musulmanes. C'est dans ce sens que je préconisais que le monde arabe puisse s'inspirer du modèle de coexistence en Afrique au lieu que l'Afrique en importe la crise alors que son challenge était plutôt d'y exporter l'alternative.



Le Sénégal est sollicité pour une participation à l'intervention de l'Arabie saoudite au Yémen. Quels enjeux revêt une telle option stratégique ?

Il y a un fait qui attire rarement notre attention : dans le monde musulman d'aujourd'hui, notre pays reste l'un des rares à pouvoir prendre langue avec tous les autres. La voix du Sénégal est donc une chance pour la paix. Œuvrer pour la paix est même une constante de notre diplomatie ; ce qui a pu motiver les envois récurrents de troupes sur nombre de théâtres de conflits à travers le monde et auprès de nos alliés en détresse. Au Yémen, l'Arabie Saoudite est dans une guerre préventive. Une victoire des rebelles houthis sous l'égide de Badreddine Ali Hussein al-Houthi aurait des répercussions sécuritaires graves en Arabie Saoudite qui a elle-même une forte minorité chiite dans la région pétrolière de Sharguiyya. La position stratégique du Sénégal, son implication au sein de l'OCI que nous avons accueillie deux fois - fait rare en Afrique subsaharienne - prédisposent ce pays au rôle de médiateur idéal dans cette crise au Moyen-Orient aux conséquences imprévisibles surtout si elle arrivait à s'étendre dans le reste de la péninsule arabique et dans le monde musulman entre les alliés de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Maintenant il est clair que, parfois, l'impératif de paix peut, dans certaines circonstances, justifier la guerre. Mais il est tout aussi évident que tout engagement militaire a un coût sécuritaire. Il suffit, pour nos autorités, d'en être conscient et, en cas d'engagement, prendre les mesures sécuritaires idoines, aux frontières comme à l'intérieur, même si l'amitié évoquée avec l'Arabie Saoudite et un certain réalisme diplomatique, peuvent toujours peser sur la balance.

Pour le monde musulman et particulièrement la Palestine, quelle lecture avoir de la réélection de Benjamin Netanyahu en Israël ?

Ce n'est pas une bonne nouvelle pour le camp de la paix et surtout le Fatah du Président Mahmoud Abbas qui n'a ménagé aucun effort dans le but d'en finir avec un conflit de plus de soixante ans. Les extrémistes du Likoud israélien se frottent déjà les mains, sûrs d'entraîner dans leur surenchère ceux qui ont toujours profité politiquement de la radicalisation réciproque. La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et protéger les Palestiniens qui se sentent très souvent seuls dans leurs souffrances qui perdurent. Là aussi, le Sénégal, dans le cadre du Comité Al-Quds, devrait faire entendre sa voix, proposer et porter une nouvelle initiative pour la paix qui serait sûrement soutenue par des pays comme le Maroc avec l'appui de l'Arabie Saoudite, des pays du Conseil de coopération du Golfe mais aussi l'OCI. Ce conflit mine la paix mondiale et figure parmi les facteurs de radicalisation dans le monde d'où l'urgence d'une résolution juste et durable.

LE BOULEVARD DES AMBASSADEURS

Madame Penda Guissé MBAYE, Economiste, précédemment en service à la Direction des Partenariats et de la Promotion économique et culturelle du Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, est nommé Chef du Bureau économique près de l'Ambassade du Sénégal en Inde ;

Monsieur Mamadou Mamour DIALLO, Inspecteur principal des Impôts et Domaines, est nommé Directeur des Domaines à la Direction générale des Impôts et des Domaines, en remplacement de monsieur Sidy Mohammed DIAKHATE, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite ;

Monsieur Baboy dit Sada LY, Ingénieur agronome principal de classe exceptionnelle, est nommé Directeur du Développement rural (DRDR) de Saint-Louis au Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural, en remplacement de Monsieur Ousseynou KONATE, appelé à d'autres fonctions.

ACTIVITES D'ADA

OUSMANE SY NDIAYE, COORDONNATEUR DU PROJET HUILERIE ADA

« Le projet pilote est basé sur la transformation de l'arachide... »

L'Académie Diplomatique Africaine (ADA), l'Initiative pour le Développement de l'Afrique (IDA) et la CEDEAO ont décidé de mettre en œuvre une série de projets et de programmes estimés à hauteur de 15 milliards de dollars (7500 milliards Cfa) pour 15 pays d'Afrique sur une durée de cinq ans afin d'améliorer les conditions économiques et sociales des femmes africaines et de groupes vulnérables.

« La mise en place d'entreprises d'huilerie pour les femmes représente un moyen de réponse à la recherche d'emplois durables pour les femmes et les jeunes, elle participe à la promotion et au développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et au renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes », a soutenu, le 26 mars, à Dakar, Aminata Dibba, Directrice du Centre de la CEDEAO pour le développement du Genre (CCDG), au cours d'une cérémonie de lancement du projet : « Huilerie de Famille ». En effet, dans le document remis à la presse, il est noté que : « La méthodologie identifiée pour atteindre l'objectif qui est la transformation agroalimentaire est d'équiper des groupes de femmes d'un paquet complet qui garantit des résultats productifs et économiques ». Selon Aminata Dibba, la CEDEAO cherche, à travers ses programmes à accroître l'influence des femmes sur les

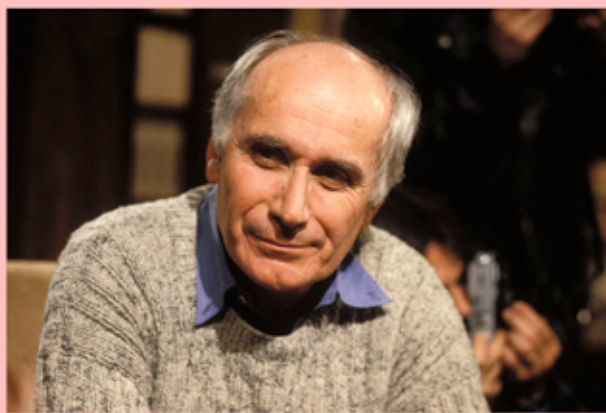
décisions économiques, à accroître les opportunités de création de richesses et à garantir leurs droits à accéder à la propriété foncière. A en croire, Ousmane Sy Ndiaye, Coordonnateur du Projet Huilerie ADA, en ces termes : « Les premiers projets pilotes sont prévus en Côte-d'Ivoire et au Sénégal ; ils seront basés sur la transformation du manioc, la mangue, la noix de cajou, l'arachide et le tournesol ». Pour rappel, l'objectif du projet Nourriture et Dignité « NOURDIGN » est de donner aux femmes africaines l'indépendance et la dignité à travers l'entrepreneuriat « Pas Aumône ».



L'AGENDA DES LECTEURS

Hommage à François Maspero

• **Par Samir AMIN**



Prenant la défense du peuple algérien dans son combat pour la reconquête de son indépendance, F. Maspero avait été désigné par l'OAS comme cible à abattre. Il vient de s'éteindre à l'âge de 83 ans.

François Maspero appartenait à ce monde des intellectuels critiques authentiques qui ont fait l'honneur de la France de l'époque, au-delà de ses frontières. Des intellectuels qui osaient voir, osaient penser, osaient écrire et dire, osaient combattre sans répéter l'injustice sociale et le crime colonial.

Prenant la défense du peuple algérien dans son combat pour la reconquête de son indépendance, F. Maspero avait été désigné par l'OAS comme cible à abattre.

La Joie de Lire, c'était aussi la Joie de Combattre pour les causes justes des hommes, des femmes, des peuples engagés sur la longue route de l'émancipation.

Cette France n'est plus. La France n'est plus qu'une province du monde atlantique qui, de Wall Street à la Banque Centrale de Frankfort, est gouvernée par l'oligarchie de la finance. La France est devenue une province d'une Europe présidée par un fonctionnaire luxembourgeois au service des paradis fiscaux. Les intellectuels critiques ont été chassés de la scène, qu'occupent désormais seuls des énarques – bons élèves de business schools –, le clergé médiatique au service de l'oligarchie, des bouffons pipolisés. La France sans ses intellectuels critiques, c'est la monarchie du XVIIIe siècle sans Voltaire, sans Diderot, sans Jean Jacques Rousseau. Une autre France viendra. Et lorsque les générations à venir auront retrouvé le chemin de la pensée critique, le chemin du combat émancipateur pour la liberté, l'égalité, la solidarité, elles redécouvriront l'exemple de Maspero. L'esprit de Maspero vit et vivra.

* Samir AMIN est Président du Forum Mondial des Alternatives et Directeur du Forum du Tiers Monde. Dakar le 16 avril 2015

L'AGENDA DES DECIDEURS

Louise Cord, successeuse de Vera Songwe



Louise Cord a été nommée directeur des Opérations de la Banque mondiale pour le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée-Bissau, la Gambie et le Cap-Vert. Elle a été reçue par le chef de l'Etat, Macky Sall, et a eu des entretiens avec le Premier ministre Mahammed Boun Abdallah Dionne et le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan, Amadou Bâ. Vera Songwe était en poste depuis le 14 novembre 2011. Son mandat arrive à terme le 30 juin 2015. "Louise Cord est une économiste de nationalité américaine qui a rejoint la Banque mondiale en 1991 dans le cadre du Programme 'Jeune professionnel'", explique un communiqué de la Banque mondiale. "Depuis, elle a occupé divers postes, notamment au sein des équipes 'Réduction de la pauvreté et gestion économique' et 'Développement durable' travaillant sur une croissance inclusive, la réduction de la pauvreté et le développement rural", ajoute la Banque mondiale. Mme Cord a assumé les fonctions de responsable du secteur Réduction de la pauvreté, économiste principale et conseillère spéciale du vice-président du secteur 'Réduction de la pauvreté'. Louise Cord a été professeur à la faculté des sciences économiques de l'Université Denison de Granville dans l'Ohio (Etats-Unis), avant de rejoindre la Banque mondiale. Elle a également travaillé dans plusieurs organisations de coopération bilatérale ou multilatérale comme l'USAID, l'OCDE, le PNUD et dans plusieurs pays (Niger, France, Maroc et Burundi), renseigne le même communiqué.

L'AGENDA diplomatique - n°01

Directeur de publication

Benoit NGOM

Comité de rédaction

Habib Demba Fall

Sidy Diop

Adama Wade

Barka Ba

Ablaye Modou Ndiaye

Jean Philippe Odina-Kachi

Ibrahima Mané Dasilva